



**POUR DIRE STOP A LA DESORGANISATION
TOTALE DE POLE EMPLOI :
EN GREVE LE 18 JUIN 2009**

<http://www.snutefifsu.org>

syndicat.snu@pole-emploi.org

- **Vers une rentrée explosive...**

F. Fillon vient de l'annoncer : « *On aura une augmentation du chômage dans tous les pays européens qui va se poursuivre tout au long de 2009 et sans doute encore un peu au début de l'année 2010* ».

La messe est dite : la récession est bel et bien là et elle va durer. Preuves en sont les plans de licenciements déjà en cours ou programmés pour cet été : Continental, Goodyear, Air France, Mollex, Caterpillar, Faurecia, Renault, ArcelorMittal, Cremonini, la FNAC, Celanese... **Ce sont par paquets de 100, voire de 1000 que les salariés continueront à perdre leurs emplois dans les semaines qui viennent.** Des salariés, cadres, employés ou ouvriers qui croyaient à la stabilité de leur emploi se retrouvent brutalement précipités dans la crise. Dans le même temps, les conseillers devront continuer à épauler les demandeurs d'emploi malmenés par des années de précarité. A tous, la notion "d'offre raisonnable d'emploi" apparaîtra comme une insulte.

En parallèle, le mois de juin marquera **le démarrage du RSA dont on estime un potentiel de « bénéficiaires » à suivre par Pôle Emploi qui pourrait s'élever jusqu'à 600 000 demandeurs d'Emploi.** Sans oublier les ex-dispensés de recherche d'emploi et les jeunes ...

Bref, comme l'a récemment dit M. Revoil, ex-DG Unedic, "on n'a jamais vu une telle rapidité de croissance du chômage depuis l'après-guerre et peut-être la crise de 1929".

En outre, dans ce contexte de destructions massives d'emplois, **de plus en plus de chômeurs vont arriver en fin de droits, sans ressources.** La banque de France enregistre actuellement une **hausse spectaculaire du nombre de dossiers de surendettement** (+30% en mars 2009 par rapport à mars 2008). Les retards de calcul d'indemnisation risquent donc d'être encore plus mal supportés par les allocataires. **Toutes les conditions sont réunies pour que l'accueil physique et téléphonique (3949) des Pôles Emploi vienne au cataclysme dès la rentrée scolaire...**

- **La réponse de Pôle Emploi : la politique du bâton sur les personnels.**

Depuis janvier, le constat de la dégradation des conditions de travail est accablant : 6 suicides, connus à ce jour, d'agents de Pôle Emploi, multiplication des tentatives de suicide, plus de 1125 agressions verbales, 41 agressions physiques et 175 sinistres, et encore ces chiffres ne sont que partiels. Malgré ce contexte de catastrophe sociale annoncée, malgré des signaux de détresse forts, la DG et les DR se montrent à peine compatissants et amplifient même l'écrasement du personnel :

- Grille de concordance des qualifications du personnel entraînant des baisses de rémunération par rapport au poste occupé;
- Jours de congés extorqués pour poser les ponts ;
- Dans plusieurs régions, les DR appellent les personnels à remplir des fiches de vœux pour « préciser quels seraient leurs choix de sites mixtes », ce qui augure d'une très prochaine mobilité forcée et brutale puisque dans certains endroits les sites mixtes seraient déployés en 15 jours courant juillet !!! Partir en congés s'annonce risqué cet été...
- Aucune intention d'ouvrir des négociations sur une augmentation salariale quel que soit le statut (public ou privé) ;
- Les premières propositions de la DG concernant la future Convention collective de Pôle Emploi montrent clairement sa volonté de revoir à la baisse les acquis sociaux des ex-RAC, et d'éviter soigneusement d'intégrer les avantages du statut public des ex-agents ANPE : c'est le « pire des deux » qui nous est proposé.

• Dans les instances représentatives du personnel, les limites sont atteintes.

Au niveau du « dialogue » social avec les représentants du personnel, c'est la méthode du bulldozer : dans les instances, la Direction passe en force (quelquefois avec la complicité ou la passivité de certains syndicats) quitte à enfreindre la loi sans vergogne (dans les régions, les rappels à l'ordre par l'inspection du travail - saisie par les élus du personnel - se multiplient à l'égard des directeurs régionaux...).

La Direction se comporte ainsi car elle mise toujours sur sa bonne vieille méthode : « tant que je gagne, je joue : tant que les personnels ne bronchent pas, je les écrase ! ».

◆ Face à cette brutalité, Le SNU FSU et d'autres syndicats prennent leurs responsabilités.

Les limites du dialogue social traditionnel sont donc clairement atteintes : nous devons tous ensemble construire un rapport de force avec la Direction de Pôle Emploi, et ce rapport de force doit être clairement compris et soutenu par l'opinion publique et politique. Nos dernières mobilisations ont rencontré un franc succès médiatique, désormais les témoignages d'agents et d'utilisateurs de Pôle Emploi sont régulièrement portés par les organes de presse. C'est le fruit de **VOTRE MOBILISATION** depuis la grande grève du 1^{er} décembre 2008.

En nous rassemblant, nous amplifierons nos revendications auprès de l'opinion publique pour la mettre définitivement de notre côté. **Ce 18 juin servira d'avertissement pour exiger de la Direction de Pôle Emploi et du gouvernement que des mesures concrètes soient prises dès cet été.**

C'est pour cela que le SNU Pôle Emploi FSU appelle l'ensemble des personnels de Pôle Emploi à **une grève de 24H le 18 juin 2009** et à multiplier localement des Assemblées du personnel avec conférences de presse et rencontres avec les élus politiques locaux et comités de chômeurs.

La réponse des confédérations depuis le 19 mars n'a pas été à la hauteur des mobilisations et se pose aussi la question d'un mouvement interprofessionnel plus dur à la rentrée.

Nous invitons les militants des sections syndicales locales de tous bords à converger avec ce mouvement (c'est déjà le cas en Ile de France et en PACA), réclamé par beaucoup d'agents et d'utilisateurs qui ne supportent plus leur quotidien et sont conscients de la noirceur de leur avenir que la Direction veut imposer.

**Pour des conditions de travail et de réception des usagers humaines,
TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 18 JUIN 2009
pour exiger la mise en place d'un plan d'urgence :**

- **R**efus de l'accueil unique et maintien de deux accueils liés aux métiers indemnisation et conseil
- **N**on au travail d'auxiliaire de police.
- **N**on à la mobilité géographique et professionnelle forcée.
- **N**on au nomadisme.
- **P**as de portefeuille au dessus de 60 DE par agent et 30DE en accompagnement renforcé.
- **A**brogation du dispositif de l'offre raisonnable d'emploi.
- **R**evalorisation salariale conséquente pour tous les personnels.
- **D**ensification du réseau d'accueil physique des usagers.
- **R**éception des usagers en maintenant les agents sur leurs métiers initiaux (ex RAC et ex ANPE).
- **R**enforts d'effectif immédiats et massifs en CDI pour répondre aux besoins des usagers dans le respect du service public. Non aux recrutements d'intérimaires.

Nous exigeons un moratoire sur la fusion à marche forcée.